

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/W/7/Rev.1

4 octobre 1996

(96-4050)

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

PROJET

RAPPORT DU COMITE DE L'ACCES AUX MARCHES AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

Révision

Section A - Généralités

1. Le Comité de l'accès aux marchés a été établi en vertu du paragraphe 7 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC par le Conseil général à sa réunion du 30 janvier 1995. Son mandat (WT/L/47) couvre les questions d'accès aux marchés relatives aux droits de douane, les mesures non tarifaires ne relevant pas d'un autre organe de l'OMC, ainsi que les questions relatives à la Base de données intégrée.
2. M. Jean Saint-Jacques (Canada) a été élu Président, et Mme Marie Gosset (Côte d'Ivoire), Vice-Présidente du Comité. Leurs mandats ont été renouvelés pour 1996. Peuvent participer aux réunions du Comité tous les Membres de l'OMC, les gouvernements auxquels le Conseil général a accordé le statut d'observateur et les organisations internationales suivantes: Banque mondiale, BITV, CNUCED, FAO, FMI et OMD.
3. Le règlement intérieur du Comité, fondé sur le règlement intérieur adopté par le Conseil du commerce des marchandises et approuvé par le Conseil général le 31 juillet 1995, a été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 1er décembre 1995 (WT/L/79).
4. Le Comité a tenu quatre réunions formelles en 1995 et quatre autres en 1996 ainsi qu'un certain nombre de réunions informelles.

Section B - Rapport d'activité du Comité

Questions tarifaires

Mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay

5. La mise en oeuvre des concessions tarifaires figurant dans les listes de l'OMC concernant les marchandises a commencé le 1er janvier 1995 et, conformément aux dispositions du Protocole de Marrakech, cette mise en oeuvre se fera en six tranches pour les produits agricoles et cinq tranches pour les autres produits, à moins que les listes n'en disposent autrement. Le 1er janvier 1996, la deuxième tranche de réductions a commencé. Il n'existe pas de procédure de notification particulière pour la mise en oeuvre des réductions tarifaires. Le Comité est convenu que, si des problèmes se posaient en la matière, il se fonderait sur les notifications inverses. A ce jour, aucune notification inverse n'a été présentée.

Mise en oeuvre des modifications du Système harmonisé de 1996

6. Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé ou SH), administré par l'Organisation mondiale des douanes (OMD), est la nomenclature douanière utilisée par pratiquement tous les Membres de l'OMC pour leurs listes de concessions tarifaires. Des procédures spéciales ont été établies pour l'introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions de l'OMC. En 1993, l'OMD a approuvé approximativement 400 séries de modifications du Système harmonisé, avec effet au 1er janvier 1996. Ces modifications affectent les listes consolidées de concessions tarifaires d'un grand nombre de Membres de l'OMC. Les Membres ont dû introduire les modifications, conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMD, dans leur nomenclature douanière le 1er janvier 1996. Ils n'ont toutefois pas pu mener à bien les procédures relatives à l'introduction des modifications du SH dans leurs listes OMC avant leur mise en oeuvre. Ils ont donc dû demander des dérogations à leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994, conformément à l'article IX de l'Accord sur l'OMC. A sa réunion du 13 décembre 1995, le Conseil général a approuvé une Décision accordant des dérogations à 33 Membres, leur permettant de mettre en application les modifications du SH96 le 1er janvier 1996 et de mener à bien ultérieurement les procédures requises. Ces dérogations devaient arriver à expiration le 30 juin 1996.

7. En juin 1996, 19 Membres avaient communiqué la documentation nécessaire relative à l'introduction des modifications du SH96 et des réserves, aussi bien générales que spécifiques, avaient

été émises concernant la plupart des communications. Seules deux communications concernant les modifications du SH96 ont été finalisées et certifiées pendant cette période. Une prorogation des dérogations semblait donc nécessaire. A la réunion du Comité tenue le 13 juin 1996, le Président a proposé que - pour des raisons pratiques et en raison du fait que le Conseil général ne se réunissait pas toujours en décembre - les périodes de prorogation des dérogations en général, qui étaient habituellement de six mois (de janvier à juin et de juillet à décembre), aillent de mai à octobre et de novembre à avril. Le Comité a approuvé cette proposition et est convenu que, afin de faire la transition entre la situation actuelle et la nouvelle proposition, toute prorogation de dérogation viendrait à expiration le 30 avril 1997. Il a ensuite été décidé de recommander que les dérogations concernant le SH96 soient exceptionnellement prorogées jusqu'au 30 avril 1997 pour les Membres qui en avaient fait individuellement la demande et avaient attesté qu'ils avaient besoin d'une prorogation ou qui avaient demandé pour la première fois une dérogation en relation avec les modifications du SH96. La documentation complète requise devait être communiquée par les Membres concernés le 30 septembre 1996 au plus tard. Le projet de décision relatif à la prorogation des dérogations a été approuvé par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 5 juillet 1996 puis adopté par le Conseil général à sa réunion du 18 juillet 1996. La situation concernant la communication de la documentation est indiquée dans le document G/MA/TAR/2/Rev.2.

8. Les pays en développement et les pays les moins avancés Membres ont souligné qu'ils avaient besoin d'une assistance technique du Secrétariat en relation avec l'introduction des modifications du SH96 et pour l'élaboration des listes codifiées sur feuillets mobiles.

Procédures au titre de l'article XXVIII

9. Au sujet de la communication de la documentation contenant les modifications du SH96, plusieurs Membres ont fait part de leur préoccupation concernant les réserves de caractère purement général présentées par d'autres Membres au titre de l'article XXVIII. Deux problèmes ont été identifiés à cet égard: d'une part, il faut que les Membres qui présentent des modifications fournissent le plus de renseignements possible pour faciliter l'examen de ces modifications par les autres Membres; d'autre part, il faut que les Membres qui émettent des réserves précisent la nature exacte de leurs réserves pour permettre aux Membres concernés soit de fournir les renseignements manquants soit d'engager des négociations. Le Président a été invité à tenir des consultations au sujet des procédures régissant l'article XXVIII.

Initiatives concernant la libéralisation accrue du commerce

10. [Certaines délégations ont indiqué à titre informel qu'elles souhaitaient avoir des débats sur l'Accord sur la technologie de l'information, l'initiative zéro pour zéro dans le secteur pharmaceutique et les droits de douane appliqués aux produits industriels. Ce paragraphe sera donc complété sur la base des débats qui auront lieu à la réunion du Comité du 18 octobre 1996.]

Dérogations accordées en relation avec l'introduction du Système harmonisé

11. Le Comité a examiné la situation concernant la transposition et la renégociation des listes de certains Membres qui avaient adopté le Système harmonisé dans les années qui ont suivi son introduction le 1er janvier 1988. Ces Membres ont été invités à fournir des renseignements factuels en relation avec les demandes de prorogation des dérogations; ces renseignements sont reproduits en annexe des rapports semestriels du Comité au Conseil du commerce des marchandises (le dernier en date figure sous la cote G/MA/4). Un certain nombre de Membres ont pu procéder à cette transposition ces dernières années, mais onze ont demandé une prorogation de leur dérogation jusqu'au 30 avril 1997. Ces prorogations ont été approuvées par le Conseil général le 18 juillet 1996. Une assistance technique est actuellement fournie à certains Membres en vue de les aider à transposer leur liste antérieure au Cycle d'Uruguay dans le Système harmonisé.

Etablissement des listes codifiées sur feuillets mobiles

12. Au cours des deux dernières années, le Comité a examiné différentes questions concernant l'établissement de listes codifiées sur feuillets mobiles. Ces questions concernaient notamment les implications juridiques de l'établissement de telles listes et leur contenu (par exemple, inclusion des positions non consolidées; traitement des droits *ad valorem*, spécifiques et mixtes; échelonnement de la mise en oeuvre; autres droits et impositions; inscription des engagements concernant l'agriculture; et indication des droits de négociateurs primitifs). A sa réunion du 22 novembre 1995, le Comité est convenu d'établir des listes codifiées sur feuillets mobiles sur la base d'une proposition du Président. Toutefois, il reste à régler la question de la vérification. Plusieurs Membres ont évoqué la possibilité de créer un système de vérification électronique des listes. Le Président a tenu des consultations informelles en vue de résoudre le problème. Au 30 septembre 1996, 12 Membres avaient présenté des listes codifiées sur feuillets mobiles en relation avec la communication de leur documentation concernant le SH96.

[Cette section doit être complétée sur la base des débats qui auront lieu à la réunion du Comité du 18 octobre 1996.]

Questions non tarifaires

Notifications de restrictions quantitatives

13. Le Conseil du commerce des marchandises a adopté le 1er décembre 1995 une Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (G/L/59). Conformément à cette décision, les Membres devaient communiquer au Secrétariat, au plus tard le 31 janvier 1996, les notifications complètes des restrictions quantitatives qu'ils appliquaient. La situation concernant ces notifications est loin d'être satisfaisante car seuls 13 Membres ont présenté leurs notifications.

Notification inverse des mesures non tarifaires

14. A sa réunion de décembre 1995, le Conseil du commerce des marchandises a également adopté une Décision concernant la notification inverse des mesures non tarifaires (G/L/60). Une notification de ce type a été reçue jusqu'à présent.

Base de données intégrée

15. En octobre 1995, le Comité a examiné un certain nombre de questions concernant l'avenir de la Base de données intégrée et est convenu que les Membres devraient s'efforcer de fournir les données commerciales et tarifaires nécessaires en vue d'établir une base de données fiable. Toutefois, à ce jour, très peu de Membres ont communiqué les renseignements requis. Depuis octobre 1995, le Secrétariat a reçu de dix Membres des communications complètes pour la BDI et de 14 Membres des statistiques récentes des importations. En outre, le Secrétariat a pu mettre à jour les fichiers de 16 Membres sur la base des données collectées par la Division de l'examen des politiques commerciales, ainsi que des tarifs douaniers publiés disponibles au Secrétariat et des statistiques des importations établies par la Division de statistique des Nations Unies. Des renseignements tarifaires plus récents concernant quelque 25 Membres ont été obtenus auprès d'autres organisations internationales et inclus dans la base de données.

16. Le Comité est également convenu 1) que le Secrétariat élaborerait un format simplifié pour les communications de données destinées à la BDI et qu'il élaborerait des applications pour ordinateurs

personnels permettant la préparation des données dans les capitales; 2) que le Secrétariat entreprendrait une étude sur le transfert de la BDI de l'ordinateur central à un environnement d'ordinateurs personnels; 3) que la BDI serait opérationnelle avec des renseignements de base concernant les droits de douane et les importations avant que son champ ne soit élargi pour inclure les mesures non tarifaires et d'autres types de restrictions; et 4) que les organisations internationales pourraient avoir accès à la BDI. Depuis lors, le Secrétariat a élaboré et distribué des formats simplifiés pour la communication des données et a élaboré un logiciel d'ordinateur personnel pour la préparation des données dans les capitales. Une étude sur le transfert de la BDI de l'ordinateur central à un environnement d'ordinateurs personnels sera entreprise en septembre 1996.

Coordination OMC - OMD

17. Les Membres ont exprimé le désir que la coopération avec l'OMD soit accrue pour les modifications futures du Système harmonisé. Dans le cadre du programme actuel de l'OMD, des modifications sont apportées au Système harmonisé tous les quatre ans et la prochaine mise à jour est en cours de préparation pour l'an 2000. Le Comité a donc estimé qu'une meilleure communication entre les deux organisations serait utile pour la mise en oeuvre des modifications du Système harmonisé de l'an 2000 et leur introduction, en tant que de besoin, dans les listes de concessions de l'OMC.

18. Le Président a accepté d'engager des consultations sur cette question.

Travaux futurs du Comité

Au cours des prochains mois, les activités du Comité porteront essentiellement sur les questions suivantes:

- poursuite de la supervision de la mise en oeuvre des concessions résultant du Cycle d'Uruguay relatives aux mesures tarifaires et non tarifaires, et des concessions des pays accédants;
- mise en oeuvre des modifications du SH96 dans les listes tarifaires;
- examen des procédures de renégociation prévues à l'article XXVIII;
- établissement des listes codifiées des concessions tarifaires sur feuillets mobiles;

- établissement d'une relation de travail plus étroite avec l'OMD, en particulier en ce qui concerne l'introduction des modifications du SH;
- mise à jour de la base de données relative aux restrictions quantitatives sur la base des notifications des Membres.

C. Recommandations

Le Comité recommande au Conseil du commerce des marchandises de demander instamment aux Membres:

- de notifier leurs restrictions quantitatives.
- de participer à la BDI et de fournir les renseignements requis à cet égard.
- de présenter une liste codifiée sur feuillets mobiles le plus tôt possible, et sous forme électronique.
- de faire le maximum pour achever la vérification des modifications du SH96 déjà communiquées de manière à éviter des demandes de dérogations additionnelles. De demander aussi instamment à ceux qui n'ont pas communiqué de documentation complète de le faire le plus tôt possible.
- de faire le maximum pour achever le plus tôt possible la vérification des listes codifiées sur feuillets mobiles qui ont été présentées.